



Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 14 au 28 mars 2017. Le prochain rapport sera publié vers le 5/4/2017.

## Faits saillants

- **Plus de 12 000 personnes déplacées à la suite d'un conflit foncier.**
- **Environ 1 000 déplacés sommés de quitter un site à Komanda.**
- **Première assistance pour plus de 9 000 personnes retournées.**

## Aperçu de la situation



**Des salles de classe incendiées à Tchulu. Crédit : Protection Civile de l'Ituri**

Plus de 12 000 personnes de la localité de Tchulu sont en déplacement vers les villages de Linga, Ndjago, Mokpa, Dhebu et Akpa et plus de 790 élèves sont privés d'école suite à un conflit foncier. La mission conjointe (autorités provinciales, territoriales, PNC, FARDC, Commission foncière de l'Ituri et UNHABITAT), effectuée le 24 mars à Tchulu et Lidjo (à près de 140 km au nord de Bunia, dans le Territoire de Djugu), a fait état de la mort d'un civil, de près de 900 cases brûlées, trois écoles incendiées et des champs dévastés. Selon la mission, des besoins s'expriment en termes d'abris, de vivres et d'articles ménagers essentiels. La société civile craint que les populations déplacées et les communautés d'accueil ne puissent être victimes dans les prochains jours de l'insécurité alimentaire. Les autorités, qui envisagent de renforcer la sécurité dans

la zone pour prévenir des tensions, plaident auprès des humanitaires pour une assistance d'urgence. Au regard des ressources limitées du RRMP, il a été recommandé à OCHA d'informer les acteurs humanitaires pour une mobilisation d'assistance en faveur des populations sinistrées. Les populations de Tchulu et de Lodjo se sont affrontées le 19 mars pour le contrôle d'une colline. Les conflits intercommunautaires, survenus de 1998 à 2003 en Ituri, avaient causé la mort de près de 60 000 personnes et plus de 300 000 autres étaient contraintes au déplacement.

Environ 1 000 personnes déplacées internes (PDI), présentes dans un site appartenant à une église à Komanda (75 km au sud de Bunia), sont sous la menace d'un déguerpissement. Les propriétaires terriens ont fait savoir à ces personnes qu'elles doivent libérer le lieu au 31 avril. Alors que les conditions sécuritaires dans leurs milieux de provenance ne sont pas encore améliorées pour inciter au retour. Cette situation préoccupe la communauté humanitaire, qui a recommandé à OCHA et aux experts des questions de protection de s'enquérir de la situation et d'approcher les autorités locales et les concessionnaires pour trouver un compromis. Ces personnes déplacées avaient fui les exactions des miliciens de Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) en août 2016 dans certains villages du sud Irumu et d'autres déplacés provenaient du Nord-Kivu, fuyant les exactions d'ADF dans la région du Grand Nord.

## Besoins et Réponses humanitaires



### Multisecteur

- Du 24 au 27 mars, le mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP) a organisé une foire en articles ménagers essentiels (AME) et abri en faveur de plus de 9 000 personnes retournées sur l'axe Ndrele – Ngote, Territoire de Mahagi en Ituri. Elles ont également bénéficié d'une intervention en eau, hygiène et assainissement. Par ailleurs, les autres besoins, notamment la sécurité alimentaire, l'éducation, les soins de santé, la nutrition ne sont pas encore couverts. Ces personnes s'étaient déplacées en avril 2016 à la suite des conflits fonciers. Cette aide constitue la toute première intervention depuis leur retour en fin décembre 2016.
- L'ONG LWF a démarré, le 22 mars, un projet d'assistance en articles ménagers essentiels et sécurité alimentaire en faveur des déplacés et autres populations vulnérables dans les territoires de Beni au Nord Kivu, Irumu et Mambasa en Ituri. Ce projet, d'une année financé par le Fonds Humanitaire, cible près de 4 000

ménages dans le Territoire de Beni et 2 440 ménages pour une assistance alimentaire et appuis aux moyens de subsistance sur les axes Bogoro – Tchabi, Komanda – Luna (Territoire d'Irumu) et Mambasa – Biakoto – Nduye (Territoire de Mambasa).



## Sécurité alimentaire

- L'ONG OXFAM exécute, depuis le 15 mars, un nouveau projet en sécurité alimentaire pour plus de 16 000 personnes sur les axes Komanda – Luna (Territoire d'Irumu) et de Mambasa – Biakoto (Territoire de Mambasa). Cette assistance, financée par ECHO pour une durée de six mois, a principalement ciblé les personnes récemment venues du Nord-Kivu et des familles d'accueil les plus vulnérables. Depuis le dernier trimestre de l'année 2016, ces deux axes ont accueilli une vague de déplacés, qui s'ajoute aux près de 90 000 autres personnes présentes dans les régions de Mambasa et Komanda depuis 2014 à la suite des exactions des éléments présumés d'ADF dans la région du Grand-Nord (Nord-Kivu). Près de 14 millions ont été alloués par le Coordonnateur humanitaire en novembre dernier pour assister ces déplacés du Grand Nord et de l'Ituri.
- L'ONG TROCAIRE a lancé, le 5 mars, un projet de sécurité alimentaire en faveur de 5 000 personnes, principalement les réfugiés Sud Soudanais et les membres de communauté d'accueil vulnérables à Biringi (localité située à près de 80 km au sud ouest d'Arû, en Ituri). Cette assistance, financée par le gouvernement irlandais et TROCAIRE, s'étendra de mars à juin 2017. La réponse consiste en la distribution directe des vivres en vue de permettre aux ménages réfugiés d'avoir accès à manger et de protéger les semences vivrières reçues. Il est aussi prévu une distribution directe des outils aratoires pour leur permettre d'avoir une source alternative diversifiée de nourriture et éventuellement des revenus. A travers la distribution directe des outils aratoires, ce projet veut encourager la participation équitable de l'homme et de la femme aux travaux champêtres.

## Chiffres clés

3 642

cas de violence sexuelle basée sur le genre enregistrés dans les provinces du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et de l'Iturien 2016

425 182

personnes sur 5 347 332 sont en insécurité alimentaire aiguë en Ituri, selon le 14<sup>ième</sup> Cycle de l'IPC de juin 2016 à janvier 2017

58 409

personnes sur 1 119 134 sont en insécurité alimentaire aiguë dans le Bas-Uélé, selon le 14<sup>ième</sup> Cycle de l'IPC de juin 2016 à janvier 2017

82 529

personnes sur 2 384 547 sont en insécurité alimentaire aiguë dans la Tshopo, selon le 14<sup>ième</sup> Cycle de l'IPC de juin 2016 à janvier 2017

71 519

réfugiés Sud-Soudanais enregistrés dans le Haut-Uélé et en Ituri au 5 mars 2017

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Yvon Edoumou**, Chargé de l'Information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org), tél. +243 81 706 1213

**Serge le Grand Mabaluka**, Reporting Assistant, OCHA Bunia, [mabaluka@un.org](mailto:mabaluka@un.org), tél. +243 81 706 1310, +243 99 884 5572

Pour plus d'informations, consultez : [Humanitarianresponse.info/RDC](http://Humanitarianresponse.info/RDC); [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int); [www.unocha.org](http://www.unocha.org)

Afin de recevoir (ou ne plus recevoir) ce bulletin d'informations, veuillez envoyer un courriel à [mabaluka@un.org](mailto:mabaluka@un.org)